

Pour une expansion sociale et une décroissance de la finance contre la dictature de la rentabilité

PAR FRÉDÉRIC BOCCARA, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ PARIS-XIII, CORESPONSABLE DE LA SECTION ÉCONOMIE DU PCF

La réponse est oui. D'ailleurs, on voit ce que donne le recul de la croissance (chômage, pauvreté...). Mais il faut une tout autre croissance et une autre production. Avec un tout autre contenu social et écologique, où prédomineraient progressivement les services publics et une autre production matérielle des entreprises, sans opposer réponse immédiate à la crise et long terme. Ce que j'appelle une expansion sociale et par le social.

Il faut combattre les illusions sociales-libérales, de droite ou de gauche, qui ne proposent que de timides plans de « relance ». Cela nécessite de l'argent libéré des marchés financiers, des financements nouveaux massifs, particulièrement par le crédit, selon d'autres critères que la rentabilité, ainsi que de nouveaux pouvoirs d'intervention depuis l'entreprise jusqu'au niveau européen, sur la BCE, en passant par les régions et l'État, avec de nouvelles institutions. On ne peut laisser entendre que la dictature des critères de rentabilité reculerait si l'on visait la décroissance globale et généralisée.

Les besoins sociaux vont de l'emploi et la sécurisation de tous les moments de la vie jusqu'à l'écologie, en passant par l'alimentation, le logement, l'énergie, la culture, la paix, la santé, la protection sociale... Cette expansion sociale est rendue possible

par la révolution informationnelle. Cela implique une désintoxication financière majeure, la décroissance de nombreuses dépenses, et des dépenses nouvelles massives dans les services publics. Il s'agit de développer les capacités des gens, les biens communs, les investissements et dépenses humaines des entreprises pour une refonte culturelle et écologique des productions. C'est-à-dire une croissance d'un tout autre produit intérieur brut. Car le PIB, qui mesure l'activité économique et sociale

« On ne peut laisser entendre que la dictature des critères de rentabilité reculerait si l'on visait la décroissance globale et généralisée. »

par la valeur ajoutée produite, est comptablement la contrepartie de ces dépenses, où, entre autres choses, l'activité des services publics est incluse.

La production des activités toxiques doit décroître, celles à contenu matériel élevé se transformer profondément, tandis que les autres, à fort contenu en dépenses humaines et immatérielles, devraient connaître une grande expansion, y compris avec une diminution massive du temps de travail. La reprise d'une croissance doit d'emblée porter un autre contenu : l'emploi, les services publics, l'économie de matières et du capital, la valeur ajoutée efficace dans

les territoires (donc une forme de relocalisation). Cela renforce les luttes en cours et l'orientation qu'y portent les communistes. Il faut agir sur les multinationales et le système productif avec des financements nouveaux, ce qui rejoint la question cruciale de la création monétaire partagée au niveau mondial et au niveau de la BCE, avec les propositions précises du PCF, du Front de gauche et du PGE, développant la monnaie comme bien commun mondial pour une autre régulation systémique.

Sur le tertiaire, un conflit se joue sur le type de croissance du PIB et des services pour que cette croissance ne soit pas dominée par l'accumulation matérielle, les critères de rentabilité et le capital financier contrôlant l'industrie délocalisée et polluante au Sud.

La rentabilité, critère d'accumulation des moyens matériels, s'oppose à des objectifs écologiques comme sociaux. Les critères de gestion des entreprises doivent changer. D'autres doivent être mis en place visant à économiser le capital et les matières et à promouvoir les capacités humaines. Un dépassement d'une approche trop étroitement keynésienne doit

s'appuyer sur les travaux marxistes récents. Ce changement, appuyé par de nouveaux services publics et de nouvelles institutions de planification indicative et de maîtrise des financements et des gestions, pousserait les activités sociales libres et du temps pour elles. Cette exigence appelle un développement sans précédent des services publics d'un nouveau type.

C'est une vraie révolution de l'économie, avec une prédominance progressive des activités intenses en personnes (éducation, santé, recherche...), sans les couper des activités de production matérielle, et une réduction massive du temps de travail tout au long de la vie, exact opposé de l'actuelle course folle à la surexploitation par les gains de productivité. Et surtout la poursuite d'autres buts sociaux et sociétaux. Se pose en réalité la question d'une transition révolutionnaire, matérielle et culturelle vers un système productif qui viserait les valeurs d'usage et non plus les valeurs marchandes et la mise en œuvre de critères « d'efficacité sociale » dans les services publics, de pair avec de nouveaux critères d'efficacité sociale dans les entreprises :

F. Boccara : « Économie et écologie : pour une vraie alternative », *la Pensée*, janvier-mars 2011, n° 365, et « Économie et écologie : où en est-on ? », *la Pensée*, juillet-septembre 2010, n° 363.